

L'évolution autoritaire de la présidence Macron en 10 points



Article rédigé par *polemia.com*, le 14 février 2019

Source [polemia.com] Par Michel Geoffroy, auteur de [La Super-classe mondiale contre les peuples](#) Selon un récent sondage, Emmanuel Macron « inquiète » une proportion croissante de nos concitoyens : 62 % exactement, soit 6 points de plus depuis juillet 2018. Retour sur dix bonnes raisons, au moins, de s'inquiéter de l'évolution autoritaire de la présidence Macron.

1er sujet d'inquiétude : la loi sur les fake news

Emmanuel Macron a fait voter une loi contre les fake news qui a officiellement pour objet la censure par un juge unique statuant en urgence, des informations qui seraient jugées *fausses*, en période électorale.

Mais la notion d'information « fausse » reste très imprécise et ouvre la voie à la censure judiciaire des informations qui pourraient gêner le Pouvoir lorsqu'il se présentera devant les électeurs.

La loi sur les fake news vise en réalité les médias alternatifs qui diffusent une information concurrente de celle des médias mainstream, lesquels voient justement leur crédibilité diminuer constamment dans l'opinion, à cause de leur évidente partialité.

Et contrairement à ce que l'on entend dire parfois, cette loi sera appliquée sinon on ne voit pas pourquoi le président l'aurait initiée avec autant de constance.

2e sujet d'inquiétude : la surveillance numérique par la police de la pensée

Le gouvernement a passé un accord avec Facebook au terme duquel des « régulateurs » français assisteront le personnel de la plate-forme dans la répression des contenus dits « racistes, antisémites, homophobes ou sexistes ». Mais il faut rappeler que Facebook n'autorise pas « les critiques à l'égard des politiques d'immigration et les arguments qui consistent à restreindre ces politiques »... Donc il s'agit de censurer ceux qui critiquent la folle politique d'immigration de l'Union européenne.

Le gouvernement français soutient d'ailleurs l'adoption du règlement européen dit « censure terroriste », écrit en collaboration avec Google et Facebook, qui vise à soumettre tous les hébergeurs à des obligations très strictes, notamment le retrait en une heure des contenus désignés par ...une autorité nationale. Donc par le gouvernement.

Et il a signé le Pacte de Marrakech sur les migrations qui prévoit aussi la répression des médias qui critiqueront l'immigration.

3e sujet d'inquiétude : le renforcement des pouvoirs de censure du CSA

La loi sur les fake news prévoit un renforcement des pouvoirs de contrôle du CSA, pourtant déjà étendus, qui sera aussi chargé de la refonte de la loi de 1986 sur l'audiovisuel.

Le nouveau président du CSA, nommé par Emmanuel Macron, n'a d'ailleurs pas caché son ambition

d'étendre son « pouvoir de régulation » -et donc de censure- aux réseaux sociaux.

La mise au pas du dernier espace de liberté est donc *en marche* !

4e sujet d'inquiétude : la reprise en main des médias mainstream

Les médias mainstream ont fait l'élection d'Emmanuel Macron mais cela ne semble plus lui suffire. Car à l'occasion du mouvement des gilets jaunes et de l'affaire Benalla Emmanuel Macron leur a reproché de leur donner encore trop d'importance.

Dans des propos rapportés par l'hebdomadaire Le Point, Emmanuel Macron affirme d'ailleurs que « le bien public, c'est l'information. Et peut-être que c'est ce que l'État doit financer. Le bien public, ce n'est pas le caméraman de [France 3](#). Le bien public, c'est l'information sur [BFM](#), sur [LCI](#), sur [TF1](#), et partout. Il faut s'assurer qu'elle est neutre, financer des structures qui assurent la neutralité ».

Ce qui revient à préconiser une sorte de nationalisation des médias pour s'assurer qu'ils diffusent une information *conforme* à ce que souhaite le pouvoir. En d'autres termes Emmanuel Macron veut le retour de l'ORTF à son profit!

5e sujet d'inquiétude : l'affaire Benalla

L'affaire Benalla, qui connaît d'incessants rebondissements depuis juillet 2018 malgré les multiples tentatives pour l'étouffer, a mis en lumière non seulement le comportement violent de certains collaborateurs de la présidence de la république mais surtout les curieuses protections dont ils semblent avoir bénéficié au plus haut niveau de l'Etat et au sein des pouvoirs publics.

Cette affaire inquiète, car elle démontre l'existence d'un véritable « Etat profond » français, parallèle aux institutions et agissant en toute impunité. Mais au service de qui ?

Retrouvez l'intégralité de l'article en cliquant sur le lien suivant :

<https://www.polemia.com/evolution-autoritaire-presidence-macron-10-points/>

14/02/2019 07:00